

Bouteflika à Constantine

le 14 janvier

Le président de la République effectuera le 14 janvier prochain une visite d'une journée à Constantine selon des sources sûres. Une visite dont le programme et l'enjeu étaient préparés à Tamanrasset sous l'œil vigilant des deux frères Bouteflika, Saïd et Mustapha, et des chefs de comité de soutien au programme du président, dont ceux de Constantine.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - Après une absence qui a duré le temps d'un mandat présidentiel, les frères Bouteflika sont de retour sur scène afin de préparer la campagne pour le troisième mandat de leur frère aîné. Lors du dépla-

cement du chef de l'Etat à Tamanrasset, les frères conseillers spéciaux du président y ont été aperçus en compagnie des chefs de comités de soutien et notamment ceux de la ville des ponts pour de longues dis-

cussions en aparté.

Des sources précisent qu'au cours de cette visite dans la région du sahel, Saïd Bouteflika est entré en contact avec les chefs de comités dans un souci de préparer les prochaines sorties pré-campagne de son frère président.

La course à la présidentielle a commencé et Constantine accueillera pour la énième fois le président. La prochaine visite de Abdelaziz Bouteflika à Constantine a été préparée minutieusement même s'il n'y a pas beaucoup de projets à inaugurer dans cette ville qu'il n'avait quittée que le 4 décembre dernier.

Il faut dire qu'entre Constantine et Bouteflika, il y a comme une sorte de rituel, un quasi-pèlerinage et ce qui devait constituer le point d'orgue de la visite présidentielle de lundi prochain, c'est la pose de la première pierre du tramway de Constantine.

Un projet inscrit depuis

quelques années déjà et qui tarde à voir le jour ou peut-être à trouver une occasion d'envergure pour son lancement officiel!

Cependant, il est à préciser que la réalisation de ce projet a été attribuée au groupement d'entreprises du français Alstom - via ses filiales italienne et algérienne - et du groupe italien Impresa Pizzarotti. Le montant du contrat a été estimé à 311 millions d'euros et le chantier sera livré dans un délai de 30 mois.

Le futur tramway sera long de 9 km et devrait compter 16 stations et ce, avant son extension de 13 km. Sa longueur passera alors de 9 à 22 kilomètres.

Désormais, le tramway reliera la ville nouvelle Ali-Mendjeli au chef-lieu de la commune de Constantine, au lieu de Zouaghi-centre-ville, selon le tracé initial, qui était de 9 km.

I. T.

Virée dans l'ouest

Une semaine après la visite de Abdelaziz Bouteflika à Constantine, le chef de l'Etat se rendra dans deux ou trois wilayas de l'ouest du pays pour continuer sa précampagne entamée à Tamanrasset.

Le choix des wilayas n'a pas été encore arrêté selon nos sources qui précisent que le frère conseiller du président est en contact avec les comités de soutien de certaines wilayas avant de porter enfin son choix, bien que la wilaya de Tlemcen sera fort probable au menu présidentiel.

I. T.

LE PRÉSIDENT FAIT PART DE SES INTENTIONS

«Les choses sont claires»

Le président de la République s'est prononcé pour la première fois sur une éventuelle candidature en 2009. Bouteflika a fait part de ses intentions lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tamanrasset.

De notre envoyé spécial à Tamanrasset, Tarek Hafid

La participation ou non de Bouteflika à la prochaine élection présidentielle était jusqu'alors une énigme. Le principal concerné a levé le voile sur ce mystère à partir de Tamanrasset, où il s'est rendu ces deux derniers jours. Lundi soir, au moment d'achever sa tournée dans cette ville, Abdelaziz Bouteflika a été interpellé sur ses intentions futures par une consœur de la presse écrite. «Les choses

sont claires», répondra-t-il avec un large sourire. Il ajoutera à son interlocutrice qu'il en dira plus en temps opportun. En fait, les «choses» sont on ne peut plus «claires» depuis cette visite dans la capitale du Hoggar. Et la phrase lancée sur un ton jovial par le président vient confirmer ses projets futurs.

Deux jours durant, tous les moyens de l'Etat ont été mis en œuvre pour lancer la machine à lui assurer un troisième mandat présidentiel. Cette stratégie s'appuie, bien entendu, sur un

système de propagande bien rodé. Il a, en tout cas, fait ses preuves en 2004. Les deux «accueils populaires» organisés lors de cette visite présidentielle était l'occasion de «tâter le pouls» des populations locales.

De visu, on aura constaté que les citoyens de Tamanrasset ont été moins réceptifs au «projet» de troisième mandat présidentiel que les habitants d'In-Salah. Hier, Bouteflika a été acclamé lors de son passage dans cette ville. «Ouhda talita!» a longuement crié la population. Mais cette dernière avait également son slogan: «In-Salah wilaya!». Il est utile de rappe-

ler qu'en 2004, les In Salhi avait déjà sollicité Bouteflika afin qu'il promeuve la daïra au rang de wilaya.

A l'époque, le chef de l'Etat avait assuré aux notables locaux de prendre en compte cette revendication au cas où il serait réélu. Ils attendent toujours. Cette fois-ci, il semblerait que le Chef de l'Etat n'ait fait aucune promesse à ce propos.

Le contexte politique et les enjeux n'étant pas les mêmes que ceux de 2004 — jusqu'à présent en tout cas — la (ré)élection de Bouteflika en 2009 serait inéluctable. Et à moins d'un grand coup de bluff, les «choses» resteront très «claires».

T. H.

LA POPULATION D'IN-SALAH SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Une mesure pour éviter un nouvel attentat contre le président

Tous les habitants d'In-Salah qui ont participé hier à l'accueil populaire ont été soumis à une fouille rigoureuse de la part des forces de l'ordre.

Une mesure exceptionnelle à laquelle ont dû se plier tous les citoyens, y compris les femmes et les enfants. Des policiers et des policières en tenue ont été chargés de faire appliquer cette mesure.

Les services de sécurité ont-ils eu vent d'une menace d'attentat lors de la visite présidentielle comme ce fut le cas en septembre dernier à Batna? Cette éventualité ne serait pas à écarter puisque

des groupes terroristes activistes toujours dans la région du Tidikelt. Relevant toutefois que la veille, les habitants de Tamanrasset n'ont pas subi un tel traitement lors du bain de foule de Bouteflika.

Questionné sur la mise en place d'un tel dispositif à In-Salah précisément, le ministre de l'Intérieur a fait le lien avec l'attentat de Batna. «Nous devons prendre nos précautions après ce qui s'est passé

à Batna. Cette mesure est tout à fait normale», indiquera-t-il. Il reconnaîtra également que la situation sécuritaire dans le nord de la wilaya de Tamanrasset n'est pas totalement maîtrisée. «Les forces de l'ANP, de la gendarmerie et ceux de la police ont été renforcées dans cette région dans le but de lutter activement contre le terrorisme», a reconnu Zerhouni.

Revenant sur les dernières déclarations du directeur général de la Sûreté nationale, qui avait évoqué une «purge» dans les rangs de

son institution suite aux derniers attentats d'Alger, le ministre de l'Intérieur s'est montré rassurant. «Monsieur Ali Tounsi a évoqué une situation que ses services gèrent de façon tout à fait ordinaire.

Ses propos ont juste pris une autre ampleur car cela a été repris par la presse». Zerhouni semble vouloir mettre cette polémique sur le dos de la presse alors que cette affaire a éclaté suite à la publication d'une lettre officielle du DGSN par le très officiel quotidien *El Moudjahid*.

T. H.

MISE EN APPLICATION

DE LA NOUVELLE

GRILLE DES SALAIRES

C'est dès janvier

Le secrétaire général du gouvernement, Ahmed Noui, qui a accompagné hier le ministre de la Communication pour le point de presse hebdomadaire, a coupé court aux spéculations autour de l'entrée en application de la nouvelle grille des salaires de la Fonction publique. «Les compteurs sont mis en route dès le 1er janvier», a-t-il affirmé, rappelant que la disposition est régie par un décret publié au Journal officiel.

Ce qui donc se dit à propos de l'éventuel différé de l'entrée en vigueur de la nouvelle grille des salaires de la Fonction publique est archi-faux.

La mise en application des nouveaux barèmes des salaires débute janvier. Elle sera avec effet rétroactif dans le cas des fonctions dont les statuts particuliers n'ont pas été finalisés en janvier. Sidi Saïd s'agitait donc inutilement.

Ce dernier n'a même, selon M. Noui, rien à voir dans cette affaire, tant elle est réglée par décret. Le secrétaire général du gouvernement, en sa qualité de tuteur de la Fonction publique, a décliné les grandes lignes de deux statuts particuliers soumis le jour même à l'examen du Conseil du gouvernement. Il s'agit du statut particulier des corps communs et de celui des ouvriers professionnels, des chauffeurs automobiles et des appareilleurs.

Le secteur des corps communs, fort de 120 000 fonctionnaires, se décline désormais en 5 filières, 12 corps, 31 grades et 10 postes supérieurs.

Le nouveau statut particulier corrige, sinon améliore le statut de 1989. Il y définit une nouvelle nomenclature des filières, actualise des tâches afférentes à certains grades, assoie une nouvelle hiérarchisation des grades et organise la formation spécialisée.

Le secrétaire général du gouvernement a déclaré, en outre, qu'il est fort probable d'élaborer deux à trois autres statuts particuliers, en plus des quarante-quatre existants actuellement.

Le ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, interrogé sur la tutelle directe que son département exerce désormais sur ce qui fut le groupe presse et communication, a expliqué que cette nouvelle organisation procède du souci de rendre aux entreprises ayant composé le groupe leur vocation communicationnelle. Il a fait savoir que la tutelle qu'il exerce sur le groupe obéira à un nouveau schéma organisationnel.

Cependant, il a éludé la question qui s'est rapportée à son intention ou pas d'abroger la circulaire régissant la publicité publique et institutionnelle. Le ministre a, sur un autre plan, nié avoir instruit la Maison de la presse quant à l'interdiction d'accès des véhicules que cette dernière oppose exclusivement aux journalistes.

Concernant le blocage que connaissent près de 500 APC issues des dernières élections locales, le ministre a fait savoir que le département de l'Intérieur n'a pris aucune mesure. «Le gouvernement attend que les partis agissent pour sortir de ces blocages», a-t-il soutenu.

Aux Américains qui auraient retenu d'associer la presse algérienne à un débat autour du fameux Africom, le ministre de la Communication a opposé la position de principe que l'Algérie fait sienne: «l'Algérie a, à maintes reprises, exprimé sa position. Elle refuse la présence de forces étrangères sur son sol». Le principe a valu aussi pour la question du Sahara occidental.

S. A. I.